

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECLOR BOISSONS

9 rue Louis Raison
35113 Domagné

Références : UD35/2026-118
Code AIOT : 0005501400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement ECLOR BOISSONS implanté 9, rue Louis Raison 35113 Domagné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECLOR BOISSONS
- 9, rue Louis Raison 35113 Domagné
- Code AIOT : 0005501400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la société ECLOR situé à Domagné produit et conditionne des boissons : du cidre, des jus de pommes et des sodas. Le site relève de l'autorisation ICPE pour le traitement et la transformation de matières végétales (rubrique n° 3642 IED).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 3.2.4 (extrait) et 3.3.1 (extrait)	Demande d'action corrective	15 jours
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.1.1 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rejets aqueux - points de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.3.5 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/26
4	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.4.2.1 (extrait) et 4.5.2 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois
6	Débit de rejet effluents industriels dans l'Yaigne	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.4.2.1 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
7	Rejets eaux industrielles - macro-polluants	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.4.2.1 et 4.5.2 (extraits)	Demande d'action corrective	31/08/26
8	Rejets des eaux industrielles - micro-polluants	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.4.2.1 et 4.5.2 (extraits)	Demande d'action corrective	3 mois
9	Impact sur les eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.6 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Rejets effluents industriels - Équipements de mesure	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.3.6.3 (extrait)
10	Modifications des installations - Porter à connaissance	Code de l'environnement du 24/02/2026, article L. 181-14
11	Épandages	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 10.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur les rejets d'effluents industriels issus de la station de traitement interne du site. Des améliorations sont attendues dans le pilotage de cette station, appuyé par un prestataire externe spécialisé, pour permettre un retour à la normale avant la prochaine campagne de pressage de pommes.

L'inspection propose par ailleurs :

- de permettre une extension du périmètre du plan d'épandage existant sur la commune de Domagné (+ 3 % environ) : un projet d'arrêté complémentaire est joint au présent rapport dans ce sens.
- de prendre acte des modifications portées à sa connaissance en 2025 (ajout d'une ligne d'embouteillage dans un bâtiment agrandi à cet effet), considérées comme non-substantielles, et ne nécessitant pas de prescriptions complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, articles 3.2.4 (extrait) et 3.3.1 (extrait)				
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet				
Prescription contrôlée :				
<p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour le séchoir à marcs, où les résultats sont exprimés sur gaz humides.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.</p> <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les concentrations de polluants rejetées dans l'atmosphère sont inférieures aux valeurs limites suivantes :</p>				
Paramètres	Conduit n° 1 : Séchoir à marcs		Conduit n°2 : chaudière vapeur*	Conduits n° 3 et 4 : Chaudières eau chaude*
	Concentration en mg/Nm3	Flux en kg/h	Concentration en mg/Nm3	Concentration en mg/Nm3
Poussières	100 40	Si <1 Si >1		
SO2	300	Si > 25		
NOx en équivalent NO2	500	Si > 25	150	150
COV non méthaniques				
CO**			100	100

* : déclarées entre 1998 et 2014 ** : à partir de 2025

Tous les trois ans, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

Constats :

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé en novembre 2023, dans le respect de la périodicité imposée (tous les trois ans).

L'ensemble des installations (séchoir + 3 chaudières) a été contrôlé.

Un dépassement est constaté pour le paramètre NOx sur l'émissaire de la chaudière du pasteurisateur A (conduit n° 3), avec une valeur mesurée de 170 mg/Nm³ pour une valeur limite fixée à 150 mg/Nm³.

L'exploitant indique que dans le cadre de l'installation d'une nouvelle ligne d'embouteillage, le pastorisateur en question sera supprimé dès le mois d'avril 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à la société ECLOR : - de procéder rapidement (sous 15 jours) à un réglage de la chaudière incriminée qui pourrait permettre de revenir à une valeur à l'émission en NOx satisfaisante ; - d'informer l'Inspection de la mise hors service du pastorisateur A dès réalisation ; - de communiquer à l'Inspection le rapport correspondant au contrôle qui sera effectué en 2026, avec, le cas échéant, son analyse relative aux résultats obtenus (cause des éventuels dépassements constatés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.1.1 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Origine et quantité d'eau prélevée
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement.</p> <p>Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public d'alimentation en eau potable (AEP)</p> <p>Prélèvement maximal annuel (m3/an) : 153 000 [...]</p> <p>Les installations sont dotées de compteurs en nombre judicieusement réparti permettant à l'exploitant de suivre et améliorer sa consommation d'eau industrielle.</p>
Constats : <p>L'eau est destinée :</p> <ul style="list-style-type: none">- au transport hydraulique des pommes ;- au lavage des cuves, circuits et équipements (presses, clarificateurs, filtres, évaporateurs, ..) nécessaires à la fabrication du cidre et des jus de fruits ;- au lavage des locaux ;- aux procédés de fabrication (préparation des sodas, pousses à l'eau début et fin de productions, ..) ;- à divers usages techniques : production d'eau chaude, d'eau glacée ;- à des usages sanitaires (personnel). <p>La consommation d'eau en 2025 était de 121 547 m³, 109 850 m³ en 2024, en conformité avec le volume maximal autorisé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Un quart environ de l'eau utilisée est consommée par la chaufferie, 8 % de l'eau consommée est intégrée dans les boissons fabriquées elles-mêmes, 20 % est destinée au lavage et à la pasteurisation lors de l'embouteillage. Le procédé d'extraction, les usages sanitaires et le transport hydraulique des pommes constituent le reste de la consommation.</p> <p>La consommation spécifique (rapportée à la quantité de pommes brassées et au nombre de bouteilles remplies) est suivie au sein de l'établissement et est stable au cours des deux années écoulées.</p> <p>La société ECLOR Boissons a montré à l'inspection un document détaillant un plan d'économies d'eau dans le cadre de la refonte des lignes d'embouteillage prévue en 2026/2027.</p> <p>Il prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- la fiabilisation de la ligne d'embouteillage « Verre » : création d'un nouveau bâtiment, installation d'une soutireuse et d'un pasteurisateur plus économe en eau ;- la fiabilisation de la ligne d'embouteillage PET « Polyéthylène » : refonte de la ligne et installation d'une nouvelle laveuse.

Pour une production identique, les économies d'eau attendues sont de l'ordre de 28 000 m³ par an. Les travaux envisagés sont programmés dès 2026.

Une trentaine de sous-compteurs sont disposés au sein des différentes installations pour suivre poste par poste la consommation des installations.

Un relevé hebdomadaire (et non quotidien) est aujourd'hui effectuée sur la consommation globale du site. Un registre est tenu pour suivre cette consommation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'inspection demande à la société ECLOR de mettre en place un suivi journalier de sa consommation d'eau comme demandé par son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rejets aqueux - points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.3.5 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des points de rejet
Prescription contrôlée : Les points de rejets dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : L'arrêté préfectoral du 22 avril 2021 avait identifié 9 points de rejets des eaux pluviales. Une étude de sécurisation du réseau d'eaux pluviales a été transmise à l'inspection : 4 points de rejets ont ainsi été supprimés (référéncés n° 1, 2, 4 et 5 dans l'arrêté) et deux autres (n° 7 et 9) ont été sécurisés par des systèmes d'obturation (plaques et embouts) qui seront mis en place en cas de besoin (incendie, pollution accidentelle). Les points de rejet référencés n° 3, 6 et 8 ont été équipés de vannes manuelles permettant de confiner d'éventuelles eaux polluées en cas d'incident : leur fonctionnement a été testé avec succès le jour de la visite. Le point de rejet n° 9 peut être équipé de bouchons obturateurs mis en place manuellement en cas de pollution. Cette mise en place a également été testée avec succès le jour de la visite. Une procédure a par ailleurs été établie au sein de l'établissement pour indiquer les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux pluviales en cas de nécessité. Le plan des réseaux n'a cependant pas été actualisé suite aux travaux effectués sur le réseau des eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseaux et de le lui transmettre une fois cette mise à jour réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : avant le 31/08/2026

N° 4 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, articles 4.4.2.1 (extrait) et 4.5.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses périodiques des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et débit ci-dessous définies. Référence des rejets vers le milieu récepteur : Eaux pluviales N °1+2+3 dans le bassin communal et 4 à 9 (Ruisseau de la Chênaie) Valeurs maximales journalières : T : 25 ° C pH : de 6,5 à 8,5 MES : 30 mg/L DCO : 90 mg/L HCT : 5 mg/L Périodicité de la mesure : annuelle Transmission GIDAF : annuelle
Constats : Les résultats des analyses réalisées sur les eaux pluviales aux points de rejets restants n'ont pas été rentrés sous l'application GIDAF. Des analyses ont cependant été effectuées en février 2026 sur différents exutoires (points de rejet n° 3, 6, 8 et 9) : des dépassements en MES et DCO sont constatés aux points n° 6 et 8 (eaux pluviales de la cour et des voiries + toitures des bâtiments). Ces eaux sont collectées dans le réseau de la commune. Un curage des réseaux est programmé fin février - début mars pour remédier à cette situation. Un nouveau contrôle devra être réalisé pour confirmer l'efficacité de cette opération.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à la société ECLOR BOISSONS de procéder à un nettoyage de son réseau d'eau pluvial. Un nouveau contrôle de la qualité des eaux pluviales aux différents points de rejet est effectué dans le mois suivant cette opération. Les résultats des analyses correspondantes sont transmis à l'inspection via l'application GIDAF avec, en cas de dépassements des valeurs limites réglementées, le descriptif des actions correctives mises en place ou prévues pour y remédier (commentaires à compléter sous l'application).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rejets effluents industriels - Équipements de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.3.6.3 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Équipements
Prescription contrôlée : Le débit rejeté par la station d'épuration est mesuré en continu avec enregistrement. Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.
Constats : Les équipements en place au sein de la station permettent de mesurer le débit en continu (+ enregistrement), de prélever proportionnellement au débit les effluents sur 24 h et de conserver les échantillons à 4 °C avant leur analyse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Débit de rejet effluents industriels dans l'Yaigne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.4.2.1 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une procédure permettant de déterminer le débit du rejet à l'Yaigne, en fonction du débit de la Seiche.
Constats : Le débit de la Seiche à Pont-Péan est obtenu quotidiennement par la consultation du site Vigicrues : un tableau de suivi réalisé par l'exploitant permet d'enregistrer ce débit quotidiennement et d'en déduire le volume maximal autorisé de rejet après traitement par la STEP dans la rivière de l'Yaigne. L'Inspection s'est assurée au cours de la visite que ce relevé quotidien était bien effectué et enregistré. Ces enregistrements montrent en particulier qu'au cours de l'année 2025, aucun rejet n'était possible entre le 15/05 et le 02/12. L'interdiction de rejeter les effluents lorsque le débit de l'Yaigne était trop faible a été respectée. <i>Pour faciliter l'interprétation des résultats communiqués sous GIDAF, L'Inspection demande que, lorsque le rejet est impossible, cela soit noté en commentaires dans l'application.</i> A la reprise des rejets début décembre, le volume rejeté était supérieur aux 100 m ³ autorisés pendant plusieurs jours (141 m ³ /j). L'exploitant indique que compte-tenu de la pluviométrie exceptionnelle, cette mesure a été prise pour éviter le débordement des lagunes de stockage. Les rejets issus de la station ont été stoppés dès le 14 décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit identifier par anticipation une solution alternative et/ou complémentaire au rejet autorisé dans l'Yaigne lorsque ses lagunes atteignent leur capacité maximale de stockage. Cette solution peut par exemple passer par un accord avec un/des prestataire(s) en capacité de venir collecter les effluents générés, ainsi que les installations susceptibles de les traiter par la suite, auxquels il fera appel en cas de nécessité. Si tel est le cas, un justificatif de l'accord passé avec ce(s) prestataire(s) sera transmis à l'inspection. Par ailleurs, sur l'application GIDAF, il est impossible de paramétrer les flux autorisés selon les différents débits maximum de rejet qui varient avec le débit de la Seiche : dans l'attente de l'évolution de l'outil, l'Inspection demande que ce débit autorisé ainsi que le débit rejeté journallement figurent en commentaires lors des saisies effectuées. En cas d'absence de rejet pour cause de débit de l'Yaigne trop faible, un commentaire doit également être inséré dans l'application pour justifier l'absence de résultats saisis.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets eaux industrielles - macro-polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, articles 4.4.2.1 et 4.5.2 (extraits)

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °13 : eaux résiduaires issues de la station d'épuration interne rejetées dans l'Yaigne

Paramètres	Concentration maximale journalière (en mg/l)
MES	30
DCO	90
DBO5	10
N global (=NK + N-NO ₃ ⁻ + N-NO ₂ ⁻)	10
NK = N-NH ₄ + Norg	8
N- NH ₄	5
P total	0,8

Débit de la Seiche à Pont-Péan		Débit max du rejet dans l'Yaigne	Flux max en MES	Flux max en DCO	Flux max en DBO5	Flux max en N global	Flux max en NK	Flux max en N-NH ₄	Flux max en P total
m3/j	L/s	m3/j	kg/j						
< 130 000	< 1 500	Absence de rejet	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
130 000 < < 260 000	1 500 < < 3 000	100	3	9	1	1	0,8	0,5	0,08
260 000 < < 390 000	3000 < < 4 500	200	6	18	2	2	1,6	1	0,16
390 000 < < 520 000	4 500 < < 6 000	300	9	27	3	3	2,4	1,5	0,24
520 000 < < 650 000	6 000 < < 7 500	400	12	36	4	4	3,2	2	0,32
> 650 000	> 7 500	500	15	45	5	5	4	2,5	0,4

4.5.2 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission via GIDAF
MES	Échantillon moyen 24 h	Journalière	Mensuelle
DCO		Journalière	
DBO5		Mensuelle	
N global		Journalière	
NK		Journalière	
N-NH4		Journalière	
P total		Journalière	

Constats :

Après un pré-traitement (tamisage et décantation), les effluents sont stockés dans une lagune (dénommée B4 - 38 000 m³) afin d'être lissés avant leur reprise vers la station d'épuration ou leur envoi en épandage.

En période de hautes eaux, les effluents traités sont rejetés dans l'Yaigne, les volumes rejetés étant modulés en fonction du débit du cours d'eau. En période sèche, les eaux traitées sont stockées dans une autre lagune (B3) et valorisées par épandage.

Aucun rejet n'a pu être réalisé de la mi-mai au début du mois de décembre.

Depuis la reprise des rejets dans l'Yaigne le 3 décembre 2025, les difficultés à respecter le volume autorisé et les valeurs limites fixées pour les différents paramètres macro-polluants se sont confirmées : volume de rejet supérieur à celui autorisé (141 m³/j pour une autorisation à 100 m³/j pour la période allant du 9 au 14 décembre par ex.) et dépassement des valeurs limites en concentration pour les paramètres MES, DCO et Phosphore.

Ces difficultés dans le pilotage de la station ont été identifiées par l'exploitant qui a donc cessé ses rejets dans le milieu naturel depuis le 15 décembre dernier.

Pour y remédier, la société ECLOR BOISSONS a missionné un prestataire spécialisé dans le traitement de l'eau pour identifier les causes de ces dysfonctionnements et proposer un plan d'actions correctives adaptées.

Ce prestataire aura également pour objectif d'accompagner la société dans le suivi et le pilotage de la station (montée en compétence du personnel en charge de la conduite des installations en 2026). Les résultats sont attendus avant le démarrage de la prochaine campagne de "pommes" début septembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- > L'inspection demande à la société ECLOR de lui transmettre le plan d'actions établi conjointement avec son prestataire spécialisé dans le traitement de l'eau :
- pour identifier les causes des dépassements en DCO, MES et Phosphore dans les effluents traités ;

- pour établir un diagnostic de fonctionnement de la station d'épuration interne du site afin d'identifier les difficultés techniques rencontrées dans son pilotage, et, le cas échéant proposer des aménagements/ travaux à réaliser ;

- pour former le personnel en charge de la conduite de la STEP afin qu'il monte en compétence et gagne en autonomie.

Les propositions d'actions seront assorties d'un planning de réalisation : l'ensemble devra être déployé avant la prochaine campagne de "pommes" (septembre 2026).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Avant le 31/08/2026

N° 8 : Rejets des eaux industrielles - micro-polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.4.2.1 et 4.5.2 (extraits)			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE			
Prescription contrôlée :			
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °13 : eaux résiduaires issues de la station d'épuration interne rejetées dans l'Yaigne			
Paramètres	Codes SANDRE	Concentration maximale journalière	Unité
Indice Phenols	1440	300	µg/l
Plomb et composés	1382	50	µg/l
Cuivre et composés	1392	150	µg/l
Chrome et composés	1389	100	µg/l
Nickel et composés	1386	100	µg/l
Zinc et composés	1383	800	µg/l
Manganèse et composés	1394	1	mg/l
Fer + Aluminium et composés	7714	5	mg/l
Composés organiques Halogénés (AOX et EOX)	1106 et 1760	1	mg/l
Ion Fluorure	7073	15	mg/l
Cadmium et composés	1388	25	µg/l
Dichlorométhane	1168	50	µg/l
Mercure et composés	1387	25	µg/l
Nonylphénols	1958	25	µg/l
Tétrachlorure de carbone	1276	25	µg/l
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	50	µg/l
Arsenic et composés	1369	25	µg/l
AMPA	1907	450	µg/l
Glyphosate	1506	28	µg/l
Toluène	1278	74	µg/l
4.5.2 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux			
Paramètres	Codes SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission via GIDAF
Indice Phenols	1440	Annuelle	Annuelle
Plomb et composés	1382	Annuelle	Annuelle
Cuivre et composés	1392	Mensuelle	Mensuelle

Chrome et composés	1389	Annuelle	Annuelle
Nickel et composés	1386	Annuelle	Annuelle
Zinc et composés	1383	Trimestrielle	Trimestrielle
Manganèse et composés	1394	Annuelle	Annuelle
Fer + Aluminium et composés	7714	Mensuelle	Mensuelle
Composés organiques Halogénés (AOX et EOX)	1106 et 1760	Mensuelle	Mensuelle
Ion Fluorure	7073	Annuelle	Annuelle
Cadmium et composés	1388	Annuelle	Annuelle
Dichlorométhane	1168	Mensuelle	Mensuelle
Mercure et composés	1387	Annuelle	Annuelle
Nonylphénols	1958	Trimestrielle	Trimestrielle
Tétrachlorure de carbone	1276	Annuelle	Annuelle
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	Trimestrielle	Trimestrielle
Arsenic et composés	1369	Annuelle	Annuelle
AMPA	1907	Annuelle	Annuelle
Glyphosate	1506	Annuelle	Annuelle
Toluène	1278	Trimestrielle	Trimestrielle

En cas de périodicité de mesure annuelle, les analyses sont réalisées pendant une campagne de pommes.

Constats :

Entre février 2025 et mai 2025, les paramètres dont la périodicité de contrôle était mensuelle ou trimestrielle ont été analysés comme attendu. Les valeurs limites de rejet fixées ont été respectées.

Compte-tenu de l'arrêt des rejets à la mi-mai, les autres paramètres (périodicité annuelle) n'ont pas pu être analysés comme cela était requis.

Ils devront faire l'objet d'une analyse dans les trois mois qui viennent : les résultats seront collectés via l'application GIDAF dans le mois qui suit leur réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'Inspection demande que les analyses des paramètres qui doivent être réalisées annuellement soient effectuées sous trois mois et que les résultats soient mis à disposition sous GIDAF.

> L'Inspection rappelle que ces résultats doivent être enregistrés de manière régulière et dans le mois qui suit l'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Impact sur les eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 4.6 (extrait)		
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du milieu - Rivière de l'Yaigne		
Prescription contrôlée : <p>L'Yaigne fait l'objet d'une surveillance à l'amont et à l'aval du point de rejet de la station d'épuration interne. Cette surveillance commence avant la phase travaux de la station d'épuration, pour réaliser un état initial de l'Yaigne.</p>		
Eau de surface : L'Yaigne	Paramètres physico-chimiques	Paramètres biologiques
Amont 1	MES, DCO, DBO5, NK, N-NH4, N-NO3-, N-NO26 et P	Indice biologique diatomées (IBD)
Amont 2		
Aval		
Périodicité de la mesure	Trimestrielle, en période de rejet	Annuelle, en période de rejet
Fréquence de transmission des résultats à l'inspection	Trimestrielle, après chaque campagne de prélèvements et d'analyses	Annuelle, après chaque campagne de prélèvements et d'analyses
<p>En cas de dégradation de l'Yaigne imputable au rejet de la station d'épuration interne, l'exploitant stoppe le rejet, informe l'inspection des installations classées et propose un plan d'actions pour reconquérir le milieu récepteur.</p>		
Constats : <p>Les paramètres physico-chimiques et l'indice IBD ont été analysés comme attendu en mars 2025 (une seule campagne menée du fait de l'arrêté des rejets jusqu'en décembre 2025).</p> <p>Au point Amont 1, l'Yaigne présente un bon voire très bon état physico-chimique sur l'ensemble des paramètres physico-chimiques mesurés. Cependant, au point Amont 2 (amont du rejet d'ECLOR mais en aval du rejet de la station communale), le bon état n'est pas atteint pour les paramètres DCO et DBO5. Pour les autres paramètres, les concentrations mesurées indiquent un état du cours d'eau bon, voire très bon.</p> <p>En aval du point de rejet d'ECLOR, l'objectif de bon état est atteint pour tous les paramètres physico-chimiques mesurés lors de la campagne de mars 2025.</p> <p>La qualité biologique (indice IBD) est jugée moyenne en amont et en aval du point de rejet d'ECLOR.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'Inspection note que les données fournies ne statuent pas de manière claire sur l'évolution de la situation depuis les premières mesures réalisées en novembre 2022, ni sur l'impact potentiel des rejets du site sur la qualité du cours d'eau.</p> <p>L'analyse faite devra être complétée dans ce sens lors des prochaines mesures qui seront effectuées.</p>		

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Modifications des installations - Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/02/2026, article L. 181-14
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : L'exploitant a porté à la connaissance de l'Inspection en avril 2025 des modifications envisagées sur son site, en particulier l'implantation d'une nouvelle ligne d'embouteillage dans un bâtiment agrandi (extension de 655 m ²). Ces travaux seront accompagnés d'une modernisation de l'outil de production qui doit permettre d'optimiser les flux et la réduction de la consommation d'eau du site. L'Inspection note que les éléments portés à sa connaissance mettent en évidence : <ul style="list-style-type: none">• que les modifications envisagées ne donnent pas lieu à un changement dans le classement ICPE actuel des installations ; en particulier, l'activité d'embouteillage sans transformation des produits entrants ne relève pas de la rubrique IED N° 3642 ;• qu'aucune augmentation de la capacité de production aujourd'hui autorisée (725 t/j) n'est associée à ces modifications ;• que le périmètre ICPE exploité est inchangé, l'extension projetée ayant lieu sur le site déjà autorisé, dans la continuité d'un bâtiment existant ;• qu'aucune dérogation aux prescriptions des arrêtés ministériel applicables au site n'est demandée dans le cadre des modifications envisagées ;• que le projet d'extension aura lieu sur une zone d'ores et déjà imperméabilisée et qu'il ne générera par conséquent pas de volumes d'eaux pluviales supplémentaires. Le porter à connaissance réalisé : <ul style="list-style-type: none">• n'identifie aucun nouveau potentiel de dangers en lien avec les modifications prévues ;• met en évidence que les besoins en eau pour l'extinction ne sont pas modifiés ;• ne révèle pas d'impact nouveau pouvant être généré (eau, air, déchets, bruit, odeurs, consommation d'énergie, quantités stockées notamment) ; Il évalue que la consommation d'eau du site projetée sera en baisse d'environ 28 000 m ³ par an et que la puissance des installations de combustion sera également moindre (suppression d'un pasteurisateur) passant de 7,8 MW à 4,8 MW (rubrique n° 2910 en déclaration, sans changement de régime). > Ainsi, au regard des éléments aujourd'hui portés à sa connaissance, l'Inspection considère que les modifications envisagées ne présentent pas de caractère substantiel au sens des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement et que l'arrêté préfectoral actuel daté du 22 avril 2021 permet d'encadrer l'exploitation de l'établissement sans nécessiter de prescriptions complémentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'inspection demande à la société ECLOR de préciser le calendrier de mise en œuvre du projet : phase travaux, démarrage des nouvelles installations, montée en puissance et phase nominale de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Épandages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 10.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance		
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déchets ou des effluents sur les parcelles des exploitations agricoles conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation, sur une surface totale de 577,1 ha, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.</p> <p>Le périmètre d'épandage regroupe 519,6 ha aptes à l'épandage. Cette surface est constituée de parcelles agricoles réparties sur huit communes du département d'Ille-et-Vilaine : Piré-Chancé, Châteaubourg, Domagné, Louvigné-de-Bais, Moulins, Noyal-sur-Vilaine, Saint-Didier et Châteaugiron (anciennement Ossé).</p> <p>La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.</p>		
Constats : <p>La société ECLOR a sollicité en juin 2025 la possibilité d'étendre son plan d'épandage pour répondre à la demande d'une structure agricole (le GAEC de Rimou situé à Domagné) située à proximité immédiate du site.</p> <p>Les nouvelles surfaces représentent 16,85 ha pour une surface totale actuelle du plan d'épandage autorisé de 577,1 ha (soit environ 3 % supplémentaires).</p> <p>La commune concernée a d'ores et déjà été consultée dans le cadre de la mise en place du plan d'épandage réglementé par l'arrêté du 22 avril 2021 (chapitre 10).</p> <p>Le flux à épandre est quant à lui identique au flux déjà autorisé.</p> <p>La demande d'extension déposée en juin 2025 présente :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'étude des nouvelles parcelles (au nombre de 4) qui ont vocation à être intégrées dans le périmètre d'épandage,- la description des sols,- la présentation du bilan de fertilisation de l'exploitation concernée,- la démonstration de l'adéquation du plan d'épandage complet au flux à valoriser. <p>De manière synthétique, les surfaces mises à disposition sont les suivantes :</p>		
	Surfaces mises à disposition (ha)	Surfaces épandables (ha)
Plan d'épandage actuel (APA du 22/04/2021)	577, 13	519, 61
Extension sollicitée	16, 85	16, 18
Plan d'épandage étendu	593, 98	535, 79

L'Inspection note que :

- le plan d'épandage étendu permet de valoriser la totalité du flux contenu dans les produits à épandre issus du site ECLOR ; les marges de sécurité prises lors des calculs effectués sont améliorées avec l'intégration des nouvelles parcelles au plan d'épandage ;
- la nature des effluents à épandre est inchangée ;
- les épandages ont fait jusqu'ici l'objet chaque année d'un suivi agronomique régulièrement transmis à l'Inspection dans le cadre de l'application des dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral actuel ;
- les 4 nouvelles parcelles à intégrer sont localisées à proximité immédiate d'îlots cultureux déjà autorisés et recevant les épandages de la cidrerie ;

Le service Eau et Biodiversité de la DDTM d'Ille-et-Vilaine a été consulté en juillet 2025 sur cette demande d'extension et indique en particulier dans son avis :

- que suite à son analyse, il apparaît que la quantité d'azote annuelle épandue au sein du GAEC de RIMOU concerné respecte la valeur maximale de 170 kg d'azote par hectare de la surface agricole utile comme exigé réglementairement par le programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.
- que le suivi agronomique prévu par la convention actuelle d'épandage entre la société ECLOR et le GAEC de Rimou doit être respecté, voire accentué au besoin (voir art. 10.9 de l'actuel arrêté prescrivant ce suivi) ;
- que lors de l'établissement de la prochaine convention (à compter de décembre 2027), la mention « *l'épandage s'effectue toute l'année* » soit remplacée par « *l'épandage est réalisé en dehors des périodes d'interdiction définies par les programmes d'actions en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole* ». Cette disposition est d'ores et déjà prescrite via l'arrêté actuel (art. 10.4).

> L'inspection propose donc de donner une suite favorable à la demande d'extension du plan d'épandage sollicitée par la société ECLOR. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant le périmètre autorisé à l'épandage est joint au présent rapport dans ce sens.

Type de suites proposées : Sans suite